



Bordeaux, 09 janvier 2024.

Emplois 2024, derrière un chiffre positif, une réalité négative pour la DGFIP et les agents !

Près de 36 000 emplois supprimés depuis la création de la DGFIP.

130 000 agentes et agents en 2008 et 94 000 en 2023 et il faudrait se réjouir de n'avoir pour 2024 que 200 nouvelles suppressions d'emplois !

Ce nouveau coup de rabot sur les emplois n'est justifié à aucun moment, si ce n'est par la réaffirmation que la DGFIP doit, une fois de plus, jouer les bons élèves via une contribution supplémentaire. C'en est une de trop ! Notre administration contribue depuis de trop nombreuses années à la baisse des dépenses publiques.

Cette fois-ci, le politique et l'administration ont été contraints de mettre un léger coup de frein au vu de l'état réel de la DGFIP.

La DGFIP a par ailleurs été choisie pour accueillir de nouvelles missions, et donc étendre son périmètre. **Ainsi, pour arriver au solde positif de +148 ETP, affiché par la DG, il faut prendre en compte les transferts d'emplois de +348 ETP liés aux transferts de missions, notamment des Douanes et du Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires.**

Au vu des besoins existants, les créations d'emplois annoncées ne peuvent prétendre constituer les renforts nécessaires. Au vu des nouvelles missions elles ne seront pas à la hauteur de la charge de travail.

La répartition des emplois 2024 entre les directions du réseau conforte une disparité constante depuis 2 ans entre administration centrale, services à compétence nationale, directions nationales et le réseau territorial.

En fait on constate que l'essentiel des services relocalisés est financé par le réseau territorial, redéploiements financés pour l'essentiel par 42 directions contributrices.

Et pourtant la Direction Générale se félicite d'une évolution historique de la courbe des emplois...

Au sein de la DISI Sud-Ouest, le PLF 2024 se traduit par la création de 7 emplois qualifiés (3 IDIV CN et 4 A). Face aux nouvelles missions et aux ambitions du COM, on ne peut s'en satisfaire : seulement quatre A, **zéro** B et C, pour l'ensemble de la DISI Sud-Ouest !

De nombreux collègues vont partir en retraite, sans que des recrutements soient calibrés à la hauteur des besoins des prochaines années. Certains services sont particulièrement impactés par le manque de personnel et à notre sens les recrutements de prestataires et de contractuels ne sont pas la solution qui va permettre de gérer cette crise.

De plus, ces 7 créations d'emplois et 9 opérations de transferts ou transformations de qualification ne peuvent faire oublier la situation très préoccupante des effectifs. **La DISI Sud-Ouest compte 57 vacances d'emplois sur 530 emplois implantés, soit 10,75% de son effectif.**

Cette situation est inacceptable ! Notamment, elle détériore nos conditions de vie au travail et génère des tensions et du mal-être dans nos services.

Pour toutes ces raisons, Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, et FO DGFIP ne siégeront pas aujourd'hui 9 janvier 2024 à la première convocation de ce CSAL « emplois » de la DISI Sud-Ouest.

Les élu.e.s de Solidaires Finances Publiques, de La CGT Finances Publiques, de FO DGFIP.